



## **Journal des anthropologues**

Association française des anthropologues

**132-133 | 2013**

**Anthropologie et eau(x)**

---

# **Le forum mondial de l'eau (FME) et le forum alternatif mondial de l'eau (FAME)**

Quelle légitimité pour ces deux événements ? Marseille – mars 2012

**David Blanchon**

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5064>

DOI : 10.4000/jda.5064

ISSN : 2114-2203

### **Éditeur**

Association française des anthropologues

### **Édition imprimée**

Date de publication : 8 juillet 2013

Pagination : 453-459

ISBN : 979-10-90923-05-8

ISSN : 1156-0428

### **Référence électronique**

David Blanchon, « Le forum mondial de l'eau (FME) et le forum alternatif mondial de l'eau (FAME) », *Journal des anthropologues* [En ligne], 132-133 | 2013, mis en ligne le 08 juillet 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/5064> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.5064>

---

**LE FORUM MONDIAL DE L'EAU (FME) ET LE FORUM  
ALTERNATIF MONDIAL DE L'EAU (FAME)  
Quelle légitimité pour ces deux événements ?**

**Marseille – mars 2012**

David BLANCHON\*

Comme à Mexico en 2006 ou à Istanbul en 2009, ce ne sont pas un mais deux forums mondiaux de l'eau qui se sont tenus simultanément à Marseille au mois de mars 2012 : l'officiel, le Forum mondial de l'eau (FME), qui avait lieu dans le Parc des expositions de Marseille, non loin du stade vélodrome, et le « off », le Forum alternatif mondial de l'eau (FAME), qui s'est déroulé dans les anciens entrepôts des Docks des Suds, à l'autre bout de la ville. Bien que ces deux événements ne soient pas consacrés à la recherche, de nombreux scientifiques étaient présents, pour participer en tant qu'experts et/ou militants aux discussions et aux conférences, que pour rencontrer les divers acteurs de l'eau que ces forums permettent de rassembler dans un lieu commun pour quelques jours. Les forums sont également un lieu privilégié pour les entreprises, les États comme les ONG, qui, profitant de la présence d'une couverture médiatique importante, tentent de faire entendre leurs positions sur différents sujets et ainsi « légitimer » leurs discours. C'est sur ce dernier point que je présente ici quelques

---

\* Université de Paris Ouest Nanterre La Défense.  
UMR CNRS 7218 LAVUE – 3-15 quai Panhard et Levassor – 75013 Paris  
<http://reseaup10.u-paris10.fr/blanchon-david/>

réflexions qui ne prétendent pas à l'objectivité scientifique, mais relèvent bien d'échos recueillis sur le site des deux forums marseillais.

Au premier abord, il n'y avait rien de comparable entre les deux événements. Le premier, convoqué à l'initiative du Conseil mondial de l'eau<sup>1</sup>, s'étendait sur les 7 « palais » du parc Chanot, avec des stands tenus par des États, des organisations internationales (par exemple l'Unesco avec un stand de l'International Hydrological Programme), les organismes de bassins français ou encore les grandes entreprises, Veolia et Suez ayant chacune un stand. Lors des cinq jours du forum, plus de quatre cents conférences se sont déroulées en parallèle, pour travailler sur des thèmes variés comme le droit à l'eau, la gouvernance, ou encore le financement de l'eau pour tous.



Figure 1. La borne fontaine Véolia présentée dans le pavillon Slum du Forum mondial de l'eau, Marseille 2012. (Cliché D. Blanchon).

---

<sup>1</sup> Le Conseil mondial de l'eau, bien que placé sous les auspices de la Décennie mondiale de l'eau (1981-1990) et de la Conférence de Dublin, a été créé le 14 juin 1996 comme association loi de 1901 de droit français. Forum « hybride », il rassemble aussi bien des représentants des organisations internationales et des organismes de gestion de l'eau publique que des dirigeants d'entreprises privées, ce qui lui a valu d'importantes critiques, même si ces derniers restent largement minoritaires dans le conseil des gouverneurs.

Il y avait également, un peu à l'écart, un « village des solutions » exposant des réalisations concrètes, par exemple comme cette borne fontaine présentée dans le pavillon Slum comme une réponse à la pénurie d'eau dans les bidonvilles de la planète (figure 1). L'image illustre assez bien quelle était la teneur des « solutions » proposées tout au long de ce forum : primauté des techniques « universelles » adaptées à la marge aux situations locales, marchandisation de l'eau (on remarquera la petite fente destinée au paiement), importance des grands groupes multinationaux.

Bien que conçu sur le même modèle, avec des stands représentant de nombreuses associations et des librairies (curieusement absentes du FME, si l'on excepte un stand de Earthscan/Routledge) et de nombreuses conférences, le FAME, convoqué à l'initiative de plusieurs associations était apparemment d'ambition beaucoup plus modeste. Aucune représentation des États et encore moins d'entreprises privées, deux douzaines de stands en tout, et un peu plus d'une centaine d'ateliers qui ont abordé des thèmes « oubliés » par le FME, comme par exemple, les impacts des activités d'extraction minières en Amérique du Sud ou encore la spoliation des droits à l'eau de populations entières dans les pays du Sud.

Et pourtant, le « rapport de force » fut beaucoup plus équilibré qu'attendu, entre le forum officiel, doté d'un budget de plus de 30 millions d'euro, et le forum alternatif qui ne disposait que de 700 000 euro, soit un rapport de 1 à 40.

En effet, même si les chiffres de participation sont difficiles à confirmer, le FME laisse un sentiment inachevé. Certes les données officielles annoncent près de 35 000 participants, mais il s'agit d'une participation cumulée (c'est-à-dire le nombre total de personnes qui sont passées sous les portiques de sécurité et tous les Marseillais qui ont profité de la journée portes ouvertes après la fermeture du forum officiel), et il y a eu en fait entre 3 000 et 4 000 visiteurs payants chaque jour (ce qui correspond à peu près au nombre de repas servis à midi, information donnée par les services de restauration). L'absence de communiqué officiel détaillé sur les visites, l'absence remarquée du président de la République dont le nom figure pourtant sur le programme soulignent le peu

d'engouement et de résultats d'un forum pourtant présenté comme celui des « solutions ». Comme l'écrit T. Ruf, chercheur à l'Institut de recherche pour le développement, qui était présent à la fois au FME et au FAME : « En parcourant le grand hall 3 d'exposition [du FME], on est frappé à la mi-journée par la facilité à se déplacer dans des allées entre des stands d'entreprises et d'organisations internationales. Quelques orateurs tentent de présenter leurs idées, leurs solutions au public clairsemé et rarement attentif [...]. Les idées entendues sont des idées mille fois déjà énoncées. La langue de bois reste bien présente dans ce domaine de l'eau et surtout la répétition des mêmes arguments. L'eau est rare, le changement climatique aggrave la situation (vrai pour les températures, encore incertain pour les cycles de l'eau), le gaspillage, l'économie, la tarification. Que de discours brefs et convenus ! »<sup>2</sup>

En revanche, le FAME, malgré son maigre budget et sa publicité limitée, revendique 5 000 visiteurs sur trois jours, soit bien au-delà de ses objectifs affichés.

Mais, plus qu'une bataille de chiffres difficilement vérifiables, une question importante aux yeux des personnes que j'ai pu rencontrer était celle de l'utilité et de la légitimité de ces deux événements. Du côté du FME, on insistait sur l'utilité du forum, bien soulignée d'ailleurs par son titre officiel : « le temps des solutions », comme si les forums précédents n'avaient été que diagnostics et palabres. Il m'a été difficile de savoir ce que les participants accrédités du FME pensaient de la légitimité de leur forum, tant la question semblait à leurs yeux complètement incongrue. Les rares réponses obtenues se contentaient d'affirmer que cette légitimité allait de soi, puisque tous les États étaient représentés, ainsi que tous les principaux acteurs du secteur de l'eau, des entreprises aux associations (y compris celles qui étaient aussi au FAME, comme

---

<sup>2</sup> T. Ruf. « Le Forum mondial de l'eau noyé sous les solutions », 14/03/2012.  
<http://www.youphil.com/fr/article/05047-le-forum-mondial-de-l-eau-noye-sous-les-solutions?ypcli=ano>

Eau Vive), en passant par les jeunes<sup>3</sup>, les habitants des Suds, etc. La présence de ministres et chefs d'États, le code de couleur qui rappelait celui de l'ONU, ou encore la solennité de la cérémonie d'ouverture, tout cela rendait évidente cette légitimité qui n'avait pas besoin d'être soulignée.

Si l'on parlait peu du FAME au FME, il était en revanche beaucoup question du FME au FAME, notamment autour de la question de la « légitimité » de cette grande rencontre internationale, puisque, *comme son nom l'indique, le FAME n'existe que parce que le FME est là, et qu'il doit à la fois prouver sa propre légitimité, et délégitimer le FME.*

Ainsi, Pedro Arrojo, professeur d'analyse économique (spécialisé dans la thématique de gestion de l'eau) à l'université de Saragosse dénonce le manque de courage des États et des Nations Unies qui ont laissé les entreprises privées occuper le thème de l'eau : « Imagine-t-on, dit-il, un forum mondial sur la santé convoqué par les grandes entreprises pharmaceutiques ? Certes, poursuit-il, tout le monde a le droit de convoquer ce qu'il veut, mais ce qui n'est pas légitime, c'est de donner l'apparence d'une "organisation mondiale" au FME. Le problème est l'absence de responsabilité des Nations Unies et des États sur la question de l'eau ». Ainsi, pour lui, tout comme les pouvoirs publics locaux en France délèguent localement leur responsabilité en matière d'eau potable, les États, au niveau mondial, abandonnent également la question de l'eau au Conseil mondial de l'eau.

Au FAME, les critiques contre la légitimité du FME sont également venues de participants qui ont pris part aux deux forums. Ainsi, selon un représentant de la délégation bolivienne au FME, Sergio Caceres, tout était préparé pour que ceux qui étaient contre

---

<sup>3</sup> Parallèlement au FME « senior » était organisé un parlement mondial des jeunes pour l'eau, qui, selon ses organisateurs, rassemblait « 80 jeunes, de 18 à 23 ans, engagés dans un projet local lié à l'eau et déterminés à partager leur regard et leurs solutions. Citoyens du monde, ils ont été sélectionnés pour leur capacité à représenter la jeunesse qui s'engage et mène des projets concrets. Ils sont tous très motivés pour inspirer et conduire le changement dans leurs 71 pays et 5 continents ».

les déclarations « consensuelles » ne puissent pas s'exprimer. En outre, les délégations n'avaient pas compris qu'accepter l'invitation équivalait à approuver la déclaration ministérielle, qui, selon ce représentant, n'obéit pas aux règles de l'ONU et qui n'a donc pas de légitimité. Dans la même table ronde consacrée à « l'expérience constitutionnelle bolivienne du droit à l'eau, freins et opportunités d'un projet politique alternatif », R. Petrella a affirmé que la conférence ministérielle était « une escroquerie politico-juridique » et rejoint l'analyse de P. Arrojo sur l'abdication de l'ONU.

Les participants du FAME étaient également plus sensibles à la question de la légitimité de leurs discours. Soutenue essentiellement par des ONG, notamment la Fondation France Liberté qui avait organisé deux journées préparatoires, la légitimité du FAME repose maintenant, selon son directeur Emmanuel Poilâne, sur deux piliers. Le premier, classique, est celui de la solidarité nord-sud, portée par la « société civile », avec les actions humanitaires sur le court terme et des projets de coopération au développement sur le long terme ; le second pilier, plus récent, se fonde sur la légitimité scientifique et technique acquise par de nombreuses ONG comme le CRID<sup>4</sup> depuis une vingtaine d'années. Ce double aspect se « voit » quasiment dans le public participant au FAME : d'un côté, des militants souvent de plus de 60 ans, ayant des expériences de terrain en Afrique, Asie ou Amérique latine, avec un discours souvent tiers-mondiste ; de l'autre de jeunes membres permanents des ONG, souvent de moins de trente ans, issus de masters universitaires (en science politique, en gestion des organisations internationales, en finance internationale...) réalisant des stages comme volontaires en entreprises par exemple. Ces derniers ont des connaissances très précises sur les sujets abordés, et sont capables d'écrire aussi bien des plaidoyers très techniques destinés à leurs *alter-ego* des grandes organisations internationales que des communiqués de presse, ce qui est, d'ailleurs, avec le plaidoyer destiné aux élus et aux responsables de grandes institutions internationales, un des outils

---

<sup>4</sup> Le CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) rassemble 54 associations de solidarité internationale françaises.

majeurs de la légitimation des discours du FAME. Ce processus de légitimation associant ONG, journalistes et élus, bien rodé maintenant, permet sans doute d'expliquer le succès du FAME qui s'appuie, avec pourtant peu de moyens, sur le travail d'accumulation de connaissances effectué en amont, avec l'aide du monde académique, traduites par des communiqués facilement assimilables par la sphère médiatique et portées par des élus qui peuvent s'appuyer à la fois sur leur statut et le soutien de la « société civile ».

À l'inverse, une déclaration ministérielle, surtout lorsqu'elle se contente de termes vagues, semble avoir aujourd'hui bien moins de légitimité et de portée.

\* \* \*